



Sur les droits de douane, la Suisse attend toujours

JULIE EIGENMANN
ET ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

COMMERCE La date butoir du 1er août pour sceller un accord avec Washington approche. Quelle que soit l'issue des tractations, les taxes auxquelles sera soumise l'Union européenne auront des conséquences pour la Confédération

L'Union européenne est désormais fixée sur son sort. Les Vingt-Sept seront soumis à des droits de douane à hauteur de 15% à la suite d'un accord conclu avec les Etats-Unis ce dimanche, dont les détails doivent encore être éclaircis. L'industrie aéronautique devrait se voir exemptée de droits de douane, tandis que la facture s'allégerait pour l'industrie automobile, qui était soumise à 27,5% de droits d'entrée sur le territoire américain pour les véhicules et les pièces détachées expédiés depuis l'UE.

Un accord qui réjouit Rahul Sahgal, directeur général de la Chambre de commerce suisse-américaine: «Il est important qu'il n'y ait pas de guerre commerciale entre l'Union européenne et les Etats-Unis. L'Union européenne est notre premier partenaire commercial, et si elle va mal, nous aussi.»

Désormais, le Japon, les Philippines, le Vietnam, l'Indonésie, le Royaume-Uni et l'UE ont trouvé un terrain d'entente avec l'administration de Donald Trump, mais toujours aucune fumée blanche du côté de la Confédération. Au début

du mois, avant le dernier report le 9 juillet, les autorités suisses se montraient confiantes, mais depuis c'est silence radio.

Du côté du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, on rappelle que le Conseil fédéral a validé le projet de déclaration d'intention commune le 4 juillet. «Une déclaration d'intention commune nécessite l'approbation des deux parties. Le Conseil fédéral communiquera activement dès que ce sera le cas ou qu'il y aura d'autres développements. La Suisse est en contact avec les autorités américaines compétentes.» Ces derniers mois, autorités et faitière se

montraient rassurantes, estimant que la Suisse avait de sérieux arguments à faire valoir auprès de Washington.

«Encore optimiste»

Malgré l'incertitude, Rahul Sahgal ne se montre pas inquiet: «Je suis encore optimiste sur le fait qu'un deal va être trouvé avant le 1er août. Les Etats-Unis ont mis beaucoup de pression sur de grands partenaires économiques comme l'UE et le Japon, d'où la nécessité pour eux de négocier au plus vite. Mais nous ne représentons pas un problème à régler,

nous sommes un très bon partenaire: 99% des produits américains viennent hors taxes en Suisse, nous ne disposons pas des nombreuses réglementations de l'Union européenne, nous sommes le sixième investisseur étranger aux Etats-Unis...» De quoi espérer que la Suisse obtienne des négociations des droits de douane de 10% ou moins, estime-t-il.

«A notre connaissance, les échanges avec les autorités américaines se sont jusqu'ici déroulés dans un climat positif et constructif», rassure aussi Economiesuisse, qui estime que la Suisse répond déjà aux attentes que les Etats-Unis formulent.

Pour Swissmem, les accords noués par l'administration Trump auront, quoi qu'il arrive, des effets en Suisse.

«Le niveau des droits de douane sur



les importations aux Etats-Unis augmente de manière globale. Cela aura indirectement un impact négatif sur nos entreprises en tant que fournisseurs des membres de l'UE ou des pays asiatiques», souligne un porte-parole de la fédération de l'industrie des machines.

La fédération estime qu'un retour à 31% est peu probable, sans l'exclure. «La force réside dans le calme. Il ne faut pas s'enervier maintenant, même si l'incertitude est pénible. Ce qui compte, c'est le résultat et nous devrions le connaître dans les prochains jours», répond Swissmem, interrogé sur le silence des autorités fédérales.

Les pharmas concernées

Dans l'attente d'un accord pour la Suisse, la solution négociée par l'UE apporte un enseignement important pour l'économie helvétique: les droits de douane sur les produits pharmaceutiques ne sont plus un tabou. Les entreprises du secteur dans l'UE se verront également appliquer 15% de droits de douane, une victoire par rapport aux 200%

évoqués par Donald Trump ces dernières semaines pour cibler spécifiquement ce domaine.

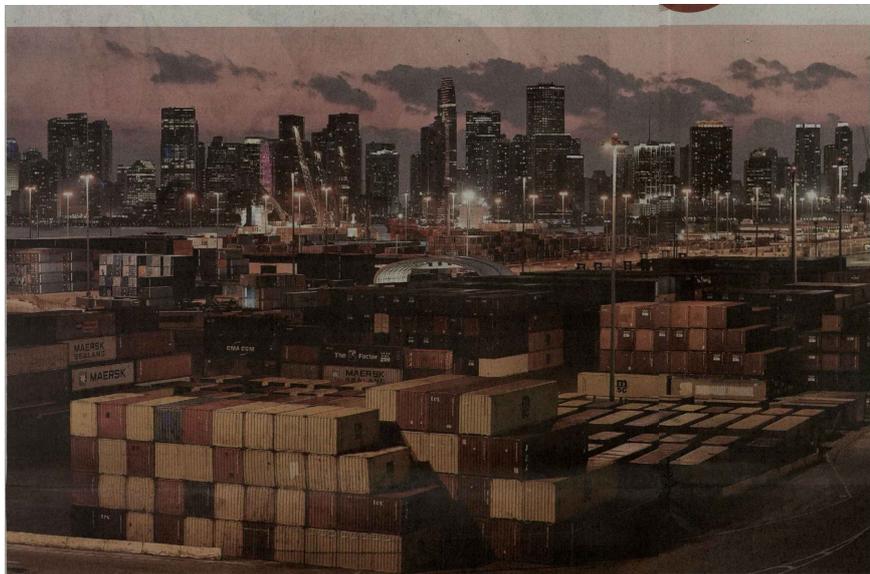
«Ces droits mettent sous pression des chaînes de valeur et d'approvisionnement fortement interconnectées à l'échelle internationale. Cela non seulement accroît l'insécurité économique pour les entreprises, mais comporte également des risques pour la disponibilité de produits médicaux essentiels», relève Scienceindustries, une des fédérations du secteur pharmaceutique, tout en espérant que le statu quo d'avant les annonces du 2 avril sera rétabli.

«La Suisse est indirectement touchée: environ la moitié des exportations de médicaments de la Suisse vers les Etats-Unis transitent par des pays de l'UE», souligne Michèle

Sierro, porte-parole d'Interpharma, une autre des fédérations du secteur, pour la Suisse romande. Jusqu'à présent, ces produits étaient épargnés dans les conflits commerciaux en raison de leur importance vitale.

«Selon BAK Economics [institut de recherche indépendant en économie, ndlr], une escalade mondiale pourrait entraîner, d'ici à

2040, une perte de valeur ajoutée pouvant atteindre 83,9 milliards de francs et la suppression de milliers d'emplois dans le secteur pharmaceutique rien qu'en Suisse», ajoute Michèle Sierro. Au début du mois, les autorités fédérales espéraient obtenir un traitement préférentiel pour l'industrie pharmaceutique suisse. Celle-ci pèse pour près de 60% des exportations helvétiques vers les Etats-Unis. ■



Autorités et fédérations helvétiques se sont montrées rassurantes quant aux arguments à faire valoir auprès de Washington concernant ses importations. (MIAMI, 16 AVRIL 2025/REBECCA BLACKWELL/AP PHOTO)

MAIS ENCORE

Tractations sino-américaines en Suède
Responsables américains et chinois ont entamé hier à Stockholm de nouvelles négociations, avec pour principal

objectif de prolonger la trêve commerciale dans un contexte toujours incertain. Leur précédente rencontre, à Londres en juin, avait permis de mettre fin à l'escalade tarifaire entre les deux pays et à ramener les tarifs douaniers à 30% côté américain et 10% côté chinois. Ces discussions doivent durer près de deux jours. (AFP)

«L'UE est notre premier partenaire commercial, et si elle va mal, nous aussi»

RAHUL SAHGAL, CHEF DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE-AMERICAINE